

Compte-rendu du CTL du 28 mai 2015

De l'écoute soit, mais les réformes continuent et s'amplifient...

Si ce premier CTL sous la présidence du nouveau Directeur Régional marque un changement de style (la simplicité, le respect et l'écoute se sont substitués à l'arrogance et la condescendance), il ne faudra néanmoins attendre aucun changement sur le fond.

Au-delà des restructurations déjà programmées pour le 1er janvier 2016, M. Pineau a annoncé la création prochaine d'**une caisse unique sur chaque grand site du département**. Ce qui laisse augurer encore d'autres annonces de ce type.

Par ailleurs, dans la ligne pure et dure des grands commis réformateurs de l'Etat, il nous a affirmé être pour le respect des règles de gestion (notamment la règle de l'ancienneté)... dans la limite de l'intérêt des services. Si cela ne tenait qu'à lui, cette règle de l'ancienneté n'existerait pas, mais il la respecte. Il a également exprimé sa surprise du nombre de RAN dans la DRFiP Nord. Ah, ces maudites règles de gestion !

En préambule, le n°1 est revenu sur la réforme territoriale avec la création des nouvelles régions sous le pilotage des préfets. Il en a esquissé l'impact sur les services de la DRFiP (le contrôle budgétaire régional, la paierie régionale) et a annoncé la tenue d'un CTL commun aux DRFiP 59 et DRFiP 80 le 18 juin à Arras.

Le Directeur Régional a aussi indiqué que la DGFIP s'inscrivait pleinement dans le projet gouvernemental d'ouvrir les administrations au développement du service civique. Une dizaine de personnes seraient ainsi accueillies dans nos services à compter du 1er octobre.

Le Tableau de Bord de Veille Sociale (TBVS) a ensuite été présenté. Solidaires Finances Publiques a une fois de plus dénoncé la dégradation continue des conditions de travail qui trouve son origine dans les suppressions massives d'emplois, les réformes et restructurations de services, les contraintes budgétaires et la pression managériale incessante.

Le TBVS, mis en place en 2012, compile des indicateurs sur la santé, la sécurité, les conditions de travail, les relations professionnelles et les relations sociales.

En 2014, Solidaires Finances Publiques a relevé un doublement des fiches de signalements de violences physiques ou verbales (49 en 2013, 98 en 2014). Le nombre de congés maladie inférieurs ou égaux à 5 jours a quant à lui plus que doublé. Les demandes de renforts dans les services sont massifs et les écrêtements ont explosé. Le nombre de jours de congés déposés sur les CET ne cesse d'augmenter. Certes, les raisons peuvent être d'ordre personnel (anticipation de départ en retraite, congés de maternité ou de longue maladie). Néanmoins, nous déplorons que les CET soient abondés pour des raisons d'ordre pécuniaire (afin de limiter les pertes continues de pouvoir d'achat) mais également dans de nombreux cas par des congés qui n'ont pu être pris

régulièrement (sous-effectif, charge de travail). La Direction a été sollicitée à 49 reprises par les médecins de prévention pour des mesures de gestion RH.

Tous ces éléments, conséquences des suppressions d'emplois et des nombreux postes non pourvus, confirment l'aggravation des conditions de vie au travail.

Aucune véritable politique de prévention ne s'appuie sur les outils déjà existants. Aussi, la création, imposée par la Direction Générale et sa démarche stratégique, de la nouvelle **Mission des Conditions de Vie au Travail** n'est pour Solidaires Finances Publiques que de la poudre aux yeux, puisque créée à moyens humains et financiers constants. Comme nous l'avions dénoncé dans notre déclaration liminaire, il s'agira en définitive d'un nouvel outil qui permettra, si besoin en est, de confirmer les dégradations évidentes des conditions de travail de tous les agents.

Le comité a été consulté sur la **modification des horaires d'ouverture de la Trésorerie de Le Quesnoy**. Une fois de plus, une trésorerie réduit ses horaires d'ouverture au public. Une fois de plus, l'accès au service public est restreint. Et une fois de plus, cela démontre que pour nos collègues, c'est devenu la seule solution pour pallier temporairement au manque d'effectif chronique des services.

Solidaires Finances Publiques s'est abstenu pour respecter le choix des collègues.

Une nouvelle version du logiciel GEIDE est mise en place au **Centre de Gestion des Retraites (CGR)**. Pour de meilleures performances ? Encore une désillusion !!!

Les expérimentations préalables dans 2 CGR (dont celui de Lille) ont produit des chiffres utopiques dignes des meilleurs robots trieurs : 500 courriers sous enveloppe décachetés manuellement, lus, identifiés et triés en 30 minutes, soit moins de 4 secondes par courrier !

Les objectifs affichés de cette nouvelle version sont des contraintes d'archivage et de pilotage par les chefs de services et l'administration centrale.

Dans les faits, il s'agit surtout de mise en compétition des agents et des CGR entre eux. Contrairement à ce qui nous a été annoncé, l'organisation du travail de gestion est modifiée : les agents doivent dorénavant gérer un portefeuille collectif, et non plus individuel, afin de privilégier le travail de masse.

Nous avons donc soulevé les risques sur la santé psychologique des agents : perte d'autonomie et de polyvalence, infantilisation, déprofessionalisation, démotivation, répétitivité du travail, risques de tension entre collègues etc.

Solidaires Finances Publiques a alors demandé et obtenu la consultation du CHSCT, au titre des projets importants, en l'occurrence une nouvelle technologie, susceptible de modifier les conditions de travail.

Un bilan de **l'expérimentation du pôle juridictionnel à compétence régionale**, en cours depuis 1 an et demi, nous a été présenté. Cette expérimentation a pour objectif d'harmoniser les bonnes pratiques procédurales. Le pôle est constitué maintenant de 8 rédacteurs qui sont les référents techniques de réseau en matière de contentieux. Il représente la DGFIP devant les juridictions administratives du Nord-Pas-de-Calais. Les rédacteurs sont tous des volontaires, expérimentés dans le domaine juridique et couvrent la fiscalité professionnelle, particulière et foncière. Si la Direction souligne que les (modestes) objectifs qu'elle-même s'est fixés ont été atteints (malgré une augmentation des délais), pour Solidaires Finances Publiques, c'est surtout grâce à la conscience professionnelle et à l'implication des collègues.

Lors des **questions diverses**, Le Président a annoncé le relogement probable de la **Trésorerie de Bavay** dans les locaux domaniaux actuellement occupés par les Douanes et libérés en octobre 2015.

Actuellement, des **rôles supplémentaires de taxes foncières 2014** sont envoyés aux personnes essentiellement âgées, auparavant exonérées (réforme de la demi-part). Face à l'émoi suscité et à la masse prévisible des réclamations à l'automne prochain, Solidaires Finances Publiques a demandé des mesures particulières d'information et de bienveillance dans le recouvrement des taxes. Le directeur du pôle fiscal a acquiescé sur les mesures d'information et s'est retranché sur le dispositif existant en matière de recouvrement de ces créances.

Suite à notre interrogation sur la **vente de l'immeuble Liberté**, le Président a affirmé que la seule proposition était en-deçà du prix de réserve. Il est possible qu'il puisse être réaffecté à un autre service public.

A la demande des agents concernés, Solidaires Finances Publiques a légitimement interpellé le président sur la **fusion des SIP et des SIE de Lomme**. La direction doit se rendre sur le site pour informer les agents des conditions de la fusion. Cette opération aboutira à une fusion des caisses et un regroupement des équipes. Les plans de cette fusion seront présentés au CHSCT de juin. Le reclassement comptable (C2 ou C1) de ces nouveaux services n'est pas encore connu. Celui-ci impactera la désignation des chefs de services.

Concernant l'**INM** (Immeuble des Nouveaux Métiers, rue Jean Jaurès à Lille Moulins), la Direction a contacté le propriétaire qui s'engage à effectuer les travaux de remplacement des fenêtres avec échéance au printemps 2016.

Solidaires Finances Publiques a de nouveau alerté sur les problèmes de sécurité dans le quartier. Les élus ont demandé une action de la Direction envers le Préfet afin que toutes les mesures idoines soient prises. Le président s'y est engagé.

Solidaires Finances Publiques a informé le Président de la disponibilité immédiate de nombreuses places de stationnement dans les sous-sols de l'immeuble, suite au départ de France Telecom, et en a réclamé l'attribution pour les agents travaillant sur place.

